



Commission de l'Environnement

Procès-verbal de la réunion du 01 avril 2015

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 4 décembre 2014 et des 25 et 26 février 2015
2. Présentation du plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) et du programme de mesures
3. 6689 Projet de loi
 - a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;
 - b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 6789 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014)
 - Elaboration d'une prise de position de la commission
5. Divers

*

Présents : M. Marc Angel (remplaçant M. Frank Arndt), M. Gérard Anzia, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. Laurent Zeimet

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

M. Paul Rasqué, M. Mike Wagner, M. André Weidenhaupt, du Ministère de l'Environnement

M. Jeff Zigrand, de l'Administration de l'environnement

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Henri Kox, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 4 décembre 2014 et des 25 et 26 février 2015

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

2. Présentation du plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) et du programme de mesures

Les représentants du Ministère présentent le projet de plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises), pour les détails exhaustifs duquel il est renvoyé au document repris en annexe.

A noter que, dans le contexte de la présentation sous rubrique, les membres de la Commission prennent connaissance et évacuent le document européen COM(2015)120, qui est une communication de la Commission européenne relative à la directive-cadre sur l'eau et à la directive sur les inondations, et qui leur a été renvoyée pour compétence en date du 18 mars 2015.

Suite à la présentation, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

- le réexamen et la mise à jour du premier plan de gestion et du premier programme de mesures, publiés en décembre 2009 et couvrant la période qui s'étend de 2009 à 2015, seront effectués par le biais d'une vaste consultation du public ainsi que de tous les acteurs concernés et œuvrant dans le domaine de l'eau. Le réexamen et la mise à jour du premier plan de gestion doivent être effectués pour le 22 décembre 2015 au plus tard. Madame la Ministre précise que le projet de deuxième plan de gestion a été réalisé dans le cadre d'une réflexion pluriannuelle et dans la continuité du premier, en ce sens que les mesures non réalisées dans le premier plan ont été réintégrées dans le second ;
- s'il est indéniable que les agriculteurs participent également à la pollution par pesticides, plusieurs intervenants insistent sur le fait que la pollution est une responsabilité commune provenant de plusieurs sources, et notamment des ménages privés. Dans ce contexte, Madame la Ministre rappelle que, du 20 au 30 mars 2015, une campagne de sensibilisation a été organisée dans le cadre de la semaine internationale sans pesticides sous le slogan « *Ouni Pestiziden am Gaart* ». L'objectif de cette campagne, qui vise en premier lieu le jardinier amateur, a été de mettre l'accent sur les dangers des pesticides pour l'environnement et la santé humaine. Madame la Ministre précise également qu'une action de restitution de pesticides permet à tous les citoyens de déposer leurs récipients contenant des pesticides, pleins ou vides, dans l'une des stations mobiles mises en place par la *SuperDrecksKesch* ;
- suite à une intervention relative au volet financier de la problématique de la gestion de l'eau et plus précisément à la participation financière des communes dans la politique de la gestion de l'eau, Madame la Ministre rappelle l'implication du Gouvernement dans

cette politique. A cet égard, elle évoque l'augmentation sensible de la dotation du Fonds pour la gestion de l'eau dans le contexte du budget pluriannuel. Ceci s'avère nécessaire au regard de l'urgence d'investir davantage, d'une part, dans des mesures de traitement des eaux usées et, d'autre part, dans des mesures pour la protection de l'eau, pour la lutte contre les changements climatiques et les risques accrus d'inondation y afférents ;

- la qualité de la flore aquatique ne peut être faussée par des apports artificiels ;
- il n'existe aucun lien direct entre la pollution des ruisseaux dans la région de Beckerich et la qualité de l'eau de source, qui elle est bonne ;
- une étude en vue de la renaturation de la vallée de la Pétrusse est actuellement en cours de réalisation. La Ville de Luxembourg souhaite en effet anticiper cette renaturation, initialement prévue après 2021, dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds pour la gestion de l'eau.

3. 6689 Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ; b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Monsieur Gérard Anzia est nommé Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Les représentants du Ministère présentent le projet, pour les détails exhaustifs duquel il est renvoyé au document parlementaire afférent.

En bref, le projet de loi vise à exécuter le règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition et l'utilisation des produits biocides, en précisant certaines modalités d'application et les sanctions. Il abroge et remplace la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. En effet, cette dernière avait transposé la directive 98/8/CE, qui est abrogée et remplacée à son tour par le règlement (UE) précité.

Les biocides sont des produits chimiques utilisés pour supprimer des organismes nuisibles tels que les parasites (rongeurs, insectes) et les micro-organismes (moisissures, bactéries) et incluent les insectifuges, les désinfectants et les produits chimiques industriels ou ménagers tels que les produits de préservation du bois ou les désinfectants pour l'hygiène corporelle ou les surfaces. Ce sont des pesticides qui sont utilisés dans un autre but que l'application phytosanitaire des produits phytopharmaceutiques.

L'objet du règlement (UE) n°528/2012 est l'amélioration du fonctionnement du marché intérieur par l'harmonisation des règles concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, tout en assurant un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement. Il établit notamment les règles régissant :

- l'établissement, au niveau de l'UE, d'une liste de substances actives pouvant être utilisées dans les produits biocides,
- l'autorisation des produits biocides,
- la reconnaissance mutuelle des autorisations à l'intérieur de l'UE,
- la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides,
- la mise sur le marché des articles traités.

Le règlement (UE) renforce considérablement la sécurité et réorganise la procédure d'autorisation de biocides utilisés et mis sur le marché dans l'UE. En effet, il introduit la possibilité de demander une autorisation de produits biocides, dans toute l'UE, permettant ainsi aux entreprises de commercialiser leurs produits sur l'ensemble du marché de l'UE. En même temps, le règlement (UE) se fonde sur le principe de précaution, afin de garantir que la fabrication et la mise à disposition sur le marché de produits biocides n'ont pas d'effets nocifs sur la santé humaine ou animale ou d'incidences inacceptables pour l'environnement. Finalement, il vise à contrôler les produits importés traités à partir de biocides non autorisés au sein de l'UE.

Une plateforme informatique spécialisée – le registre des produits biocides – sera désormais également utilisée pour la diffusion des informations auprès du public et la soumission sécurisée de dossiers techniques.

L'agence européenne des produits chimiques (ECHA) fournira un appui technique et scientifique à la Commission européenne, aux Etats membres et aux entreprises, notamment par la dissémination de divers avis concernant par exemple l'approbation des substances actives et l'autorisation UE des produits biocides.

L'objectif du projet de loi consiste à déterminer l'autorité compétente luxembourgeoise, le système des redevances de traitement, le régime en matière de recherche et de constatation des infractions, les sanctions pénales et mesures administratives. En outre, le projet de loi définit les mesures nationales transitoires relatives à la mise sur le marché de produits biocides, c'est-à-dire les conditions et modalités de notification d'un produit biocide. De même, il introduit diverses dispositions ayant trait à l'enregistrement des fabricants de substances actives, de produits biocides et d'articles traités et de vendeurs de biocides potentiellement dangereux, dès lors qu'ils exercent leurs activités au Luxembourg.

*

L'avis du Conseil d'Etat sera examiné au cours d'une prochaine réunion.

4. 6789 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2014)

Par courrier du 11 mars 2015 relatif au débat d'orientation sur le rapport d'activité annuel de la Médiateure, la Commission de l'Environnement a été invitée à communiquer une prise de position au sujet du rapport d'activité et des recommandations éventuelles la concernant à la Commission des Pétitions. Les membres de la Commission examinent ledit rapport d'activité et constatent avec satisfaction qu'ils n'ont été saisis d'aucun dossier relevant de leur domaine de compétence.

5. Divers

Les projets de loi n°6689 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ; b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides et n°6771 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets seront examinés au cours de la prochaine réunion, dont la date reste à fixer.

Luxembourg, le 15 avril 2015

La secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
Henri Kox



Présentation du projet de plan de gestion et du projet de programme de mesures à établir selon la directive-cadre sur l'eau

Commission de l'Environnement
Chambre des Députés, 1^{er} avril 2015



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau



1. Vorgaben der Wasserrahmenrichtlinie (WRRL)
2. Einteilung der Gewässer in Luxemburg
3. Bewertung des Zustandes der Wasserkörper
4. Monitoring der Wasserkörper
5. Ergebnisse der Zustandsbewertung
6. Das Maßnahmenprogramm
7. Öffentlichkeitsbeteiligung



1. Vorgaben der Wasserrahmenrichtlinie (WRRL)



- Die **Wasserrahmenrichtlinie** (WRRL, Richtlinie 2000/60/EG) führt eine ganzheitliche Betrachtung der Gewässer ein:
 - **flussgebietsbezogene Bewirtschaftung** der Gewässer von der Quelle zur Mündung und ggf. über Staatsgrenzen hinweg
 - der **Wasserkörper** stellt die kleinste Bewirtschaftungs- und Managementeinheit dar



- Die WRRL sieht **verschiedene Klassen von Wasserkörpern** vor:
 - natürliche Oberflächenwasserkörper (**OWK**)
 - erheblich veränderte (**HMWB**) und künstliche (**AWB**) Oberflächenwasserkörper
 - Grundwasserkörper (**GWK**)





- **Ziel** der WRRL ist das Erreichen des „**guten Zustandes**“ in allen europäischen Gewässern bis Ende 2015
- **Verschlechterungsverbot:**
 - angepasste Gewässerbewirtschaftung, um den gegebenen Zustand der Wasserkörper nicht zu verschlechtern





- Gemäß **Artikel 13 der WRRL** muss für jede Flussgebietseinheit ein **Bewirtschaftungsplan (BWP)** erstellt werden
- Gemäß **Artikel 11 der WRRL** muss für jede Flussgebietseinheit ein **Maßnahmenprogramm** erstellt werden
- Der BWP und das Maßnahmenprogramm sind die **Hauptinstrumente** bei der Umsetzung der WRRL



➤ Der BWP und das Maßnahmenprogramm müssen **alle 6 Jahre überprüft** und ggf. aktualisiert werden:

→ Veröffentlichung der ersten Dokumente Ende 2009

→ Veröffentlichung der **überarbeiteten Entwürfe** am **22/2/2015**

→ Fertigstellung bis zum **22/12/2015**





➤ Die WRRL wurde in Luxemburg durch das Wassergesetz vom 19. Dezember 2008 in nationales Recht umgesetzt:

→ gemäß Artikel 52 und 28 wird der BWP und das Maßnahmenprogramm durch eine großherzogliche Verordnung als obligatorisch erklärt

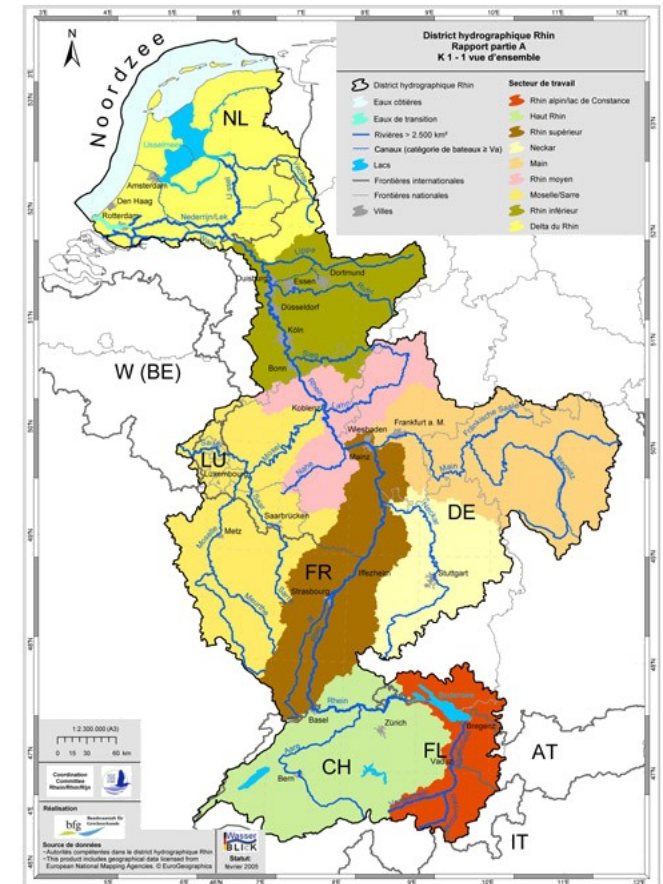




2. Einteilung der Gewässer in Luxemburg



- Luxemburg hat Anteile an zwei internationalen Flussgebietseinheiten (IFGE):
 - IFGE Rhein: 97,2 % der Landesfläche
 - IFGE Maas: 2,8 % der Landesfläche
- Beide IFGE sind grenzüberschreitend

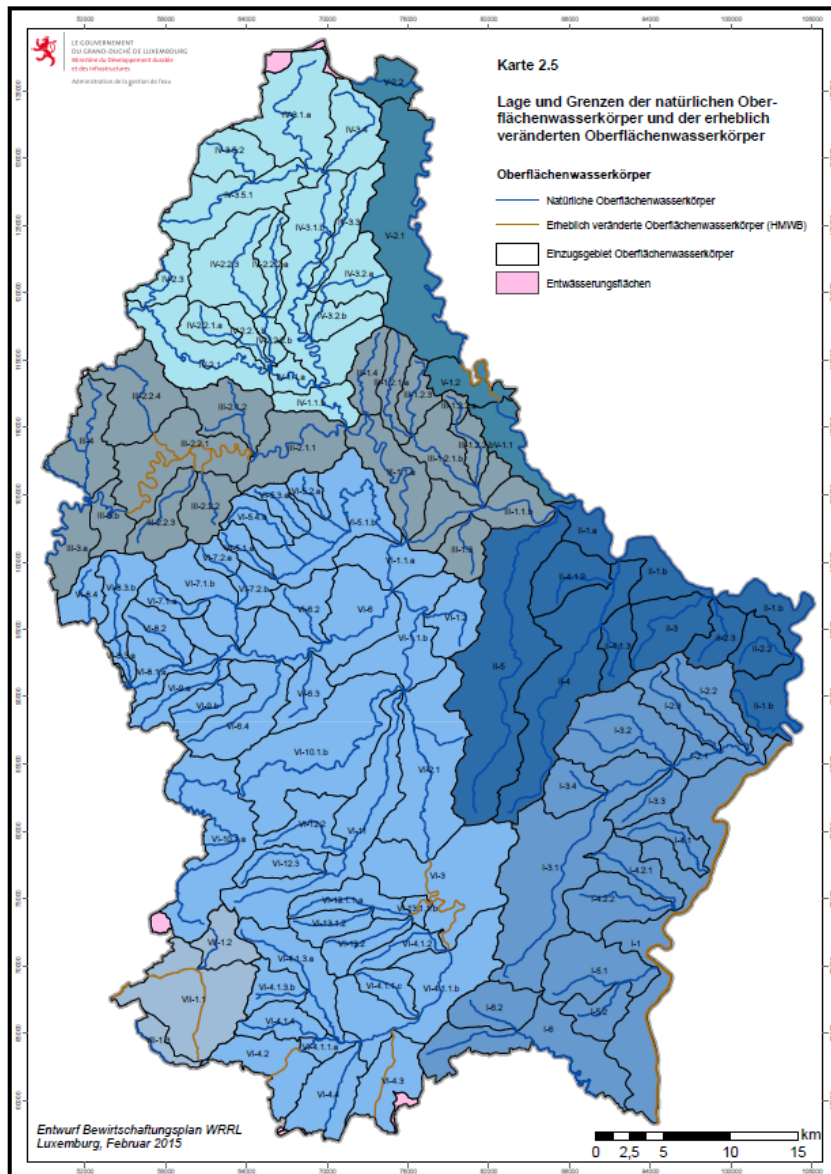


Einteilung der Gewässer in Luxemburg



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau



Internationale Flussgebiets-einheit	Anzahl natürliche OWK	Anzahl HMWB
Rhein	100	7
Maas	2	1
Total	102	8

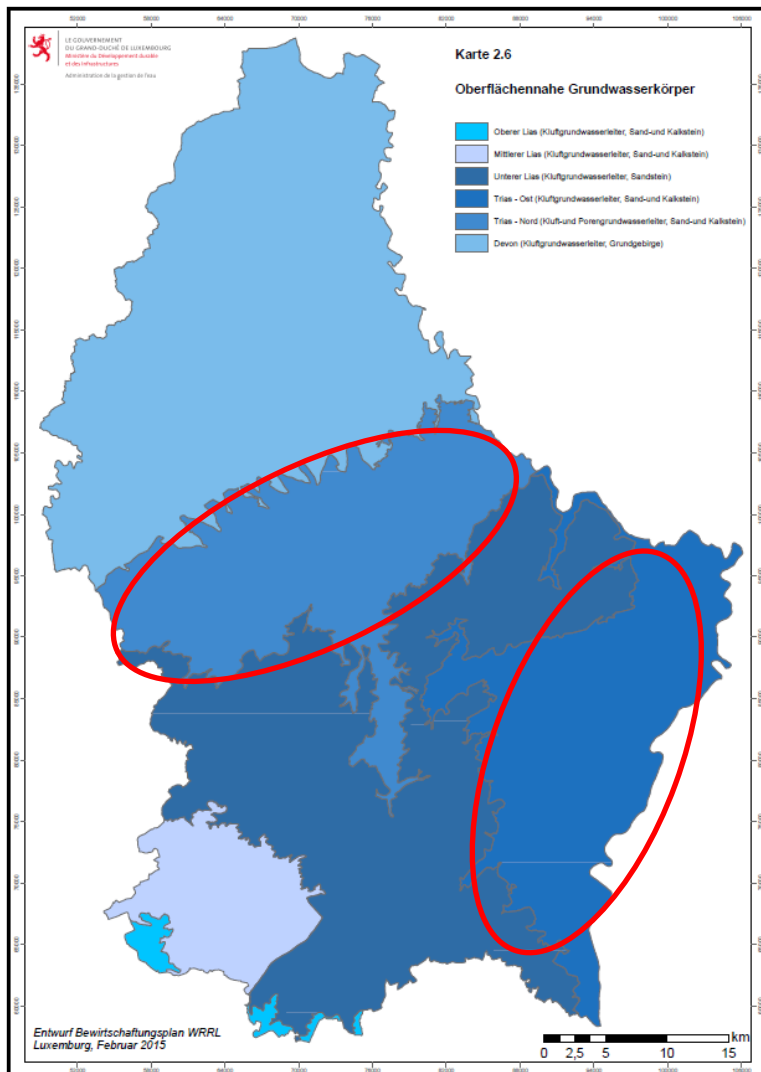
Internationale Flussgebiets-einheit	Gesamtlänge der OWK (km)	Gesamtfläche der OWK (km ²)
Rhein	1196,78	2519,52
Maas	21,51	69,91
Total	1218,29	2589,43

Einteilung der Gewässer in Luxemburg



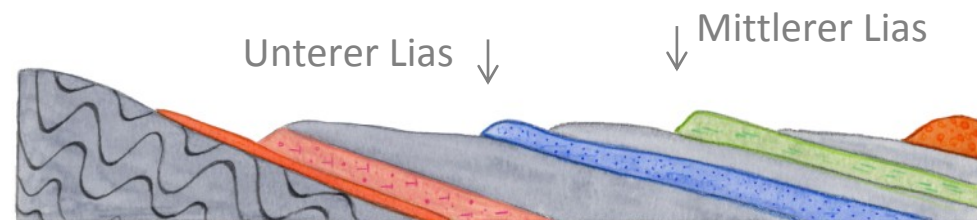
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau



Grundwasserkörper	Bezeichnung	Fläche
Devon	MES 1	835 km ²
Trias-Nord	MES 6	538 km ²
Trias-Ost	MES 7	423 km ²
Unterer Lias	MES 3	912 km ²
Mittlerer Lias	MES 4	145 km ²
Oberer Lias/Dogger	MES 5	21 km ²
Gesamtfläche		2875 km²

Gesamtfläche GWK > Landesfläche: Gebietsweise gibt es eine Überlagerung der GWK





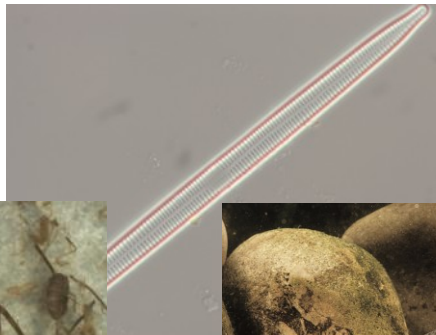
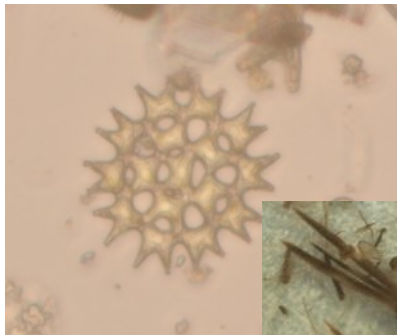
3. Bewertung des Zustandes der Wasserkörper



- Die Zustandsbewertung der **OWK** umfasst:
 - die Bewertung des **ökologischen** und des **chemischen Zustandes** für die natürlichen OWK
 - die Bewertung des **ökologischen Potenzials** und des **chemischen Zustandes** für die als HMWB und AWB eingestuften OWK



- Die **biologischen Qualitätskomponenten (QK)** umfassen die Parameter:
 - Gewässerflora (Phytoplankton, Phyto-
benthos / Makrophyten)
 - Gewässerfauna (Makrozoobenthos, Fische)

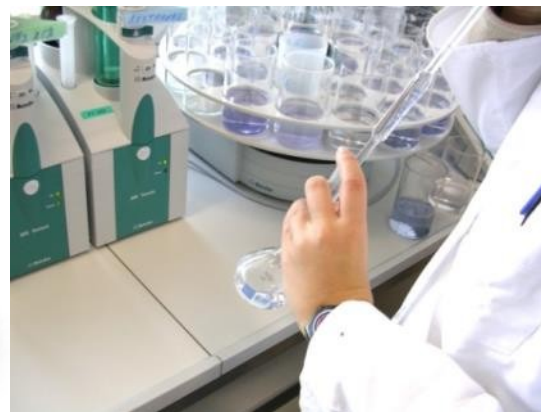




- Die **physikalisch-chemischen QK** umfassen:
 - die allgemein physikalisch-chemischen Parameter (z. B. Sauerstoffgehalt, Temperatur, Nährstoffverhältnisse)
 - die flussgebietspezifischen Schadstoffe



<http://ph-wert.org>



<http://www.seton.de>



- Die **hydromorphologischen QK** umfassen:
 - den Wasserhaushalt (Hydrologie)
 - die Durchgängigkeit
 - die Gewässerstruktur (Morphologie)

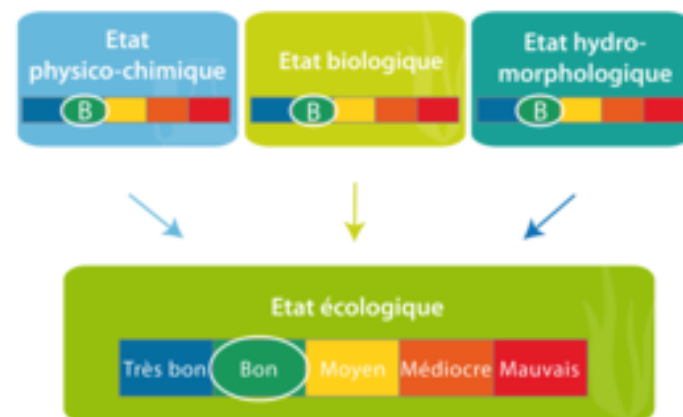




➤ Bewertung des ökologischen Zustandes:

→ **5-stufige Skala** (sehr gut, gut, mäßig, unbefriedigend, schlecht)

→ zunächst wird jede QK einzeln bewertet, dann erfolgt eine Bewertung nach dem „one-out-all-out“ Prinzip



→ sobald ein Kriterium als „mäßig“ eingestuft wird ist der gute Zustand verfehlt



- Bewertung des **chemischen Zustandes**:
 - **2-stufige Skala** (**gut**, **nicht gut**)
 - basiert auf der Bewertung der **prioritären und prioritär gefährlichen Stoffe** der Richtlinie 2008/105/EG
 - überschreitet ein Stoff die vorgeschriebene Umweltqualitätsnorm ist der gute chemische Zustand nicht erreicht („**one-out-all-out**“ Prinzip)

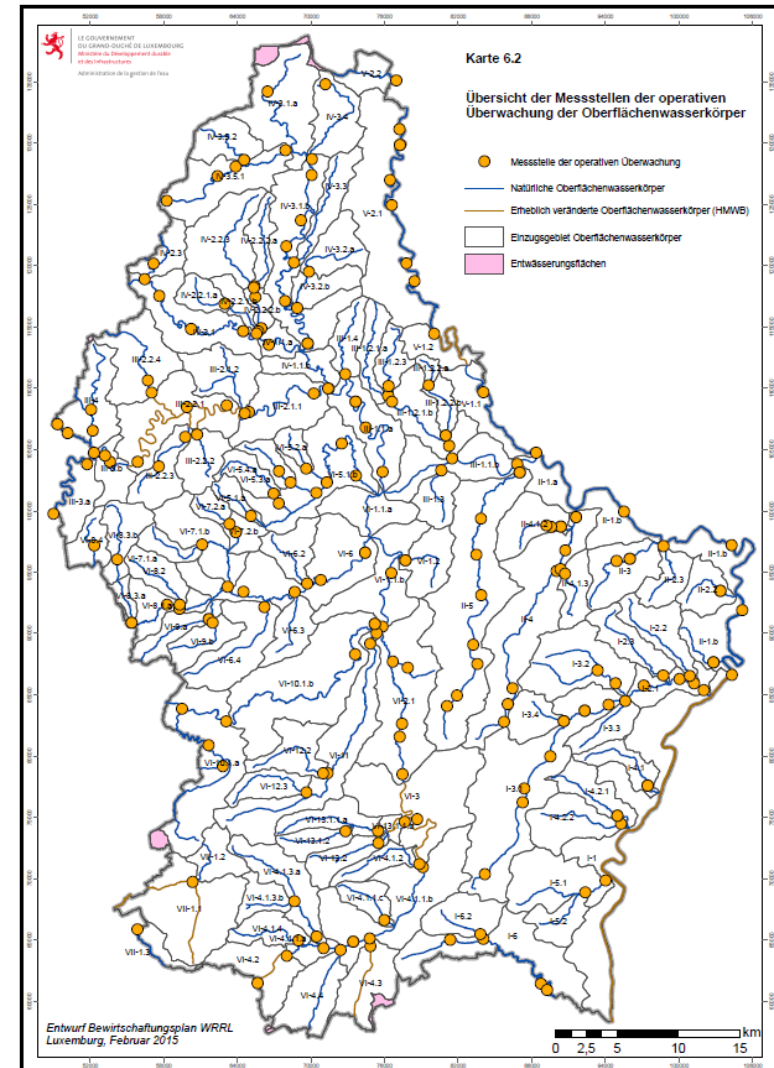
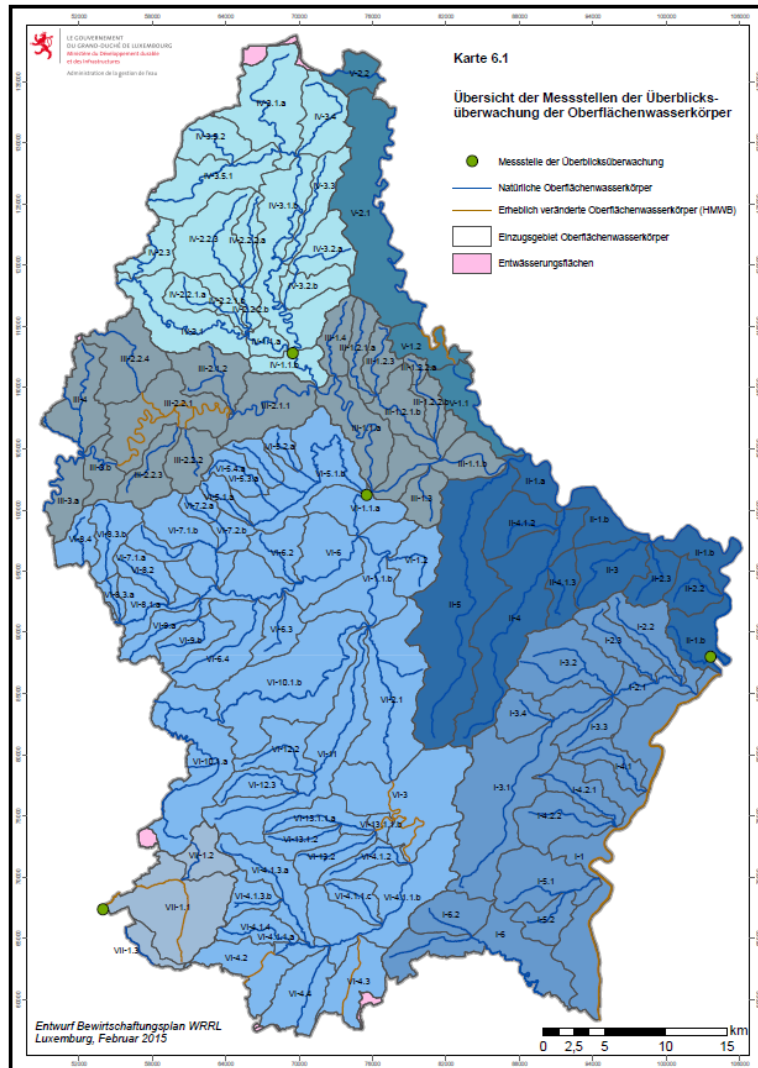


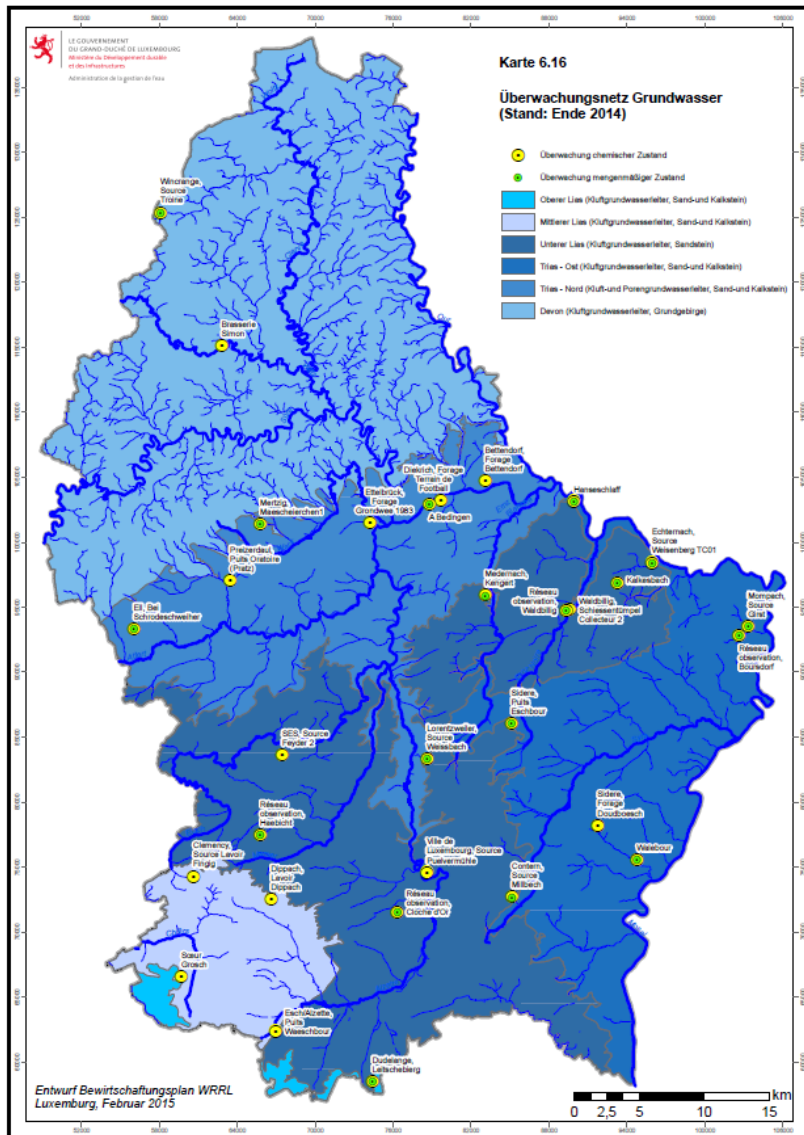
- Bewertung des **mengenmäßigen Zustandes** der GWK:
 - 2-stufige Skala (**gut**, **schlecht**)
- Bewertung des **chemischen Zustandes** der GWK:
 - 2-stufige Skala (**gut**, **schlecht**)
 - 2-stufiger Prozess nach europäischen Leitlinien





4. Monitoring der Wasserkörper





Grün = Überwachung des mengenmäßigen Zustandes

Gelb = Überwachung des chemischen Zustandes



5. Ergebnisse der Zustandsbewertung



➤ Resultat der Bewertung des ökologischen Zustandes:

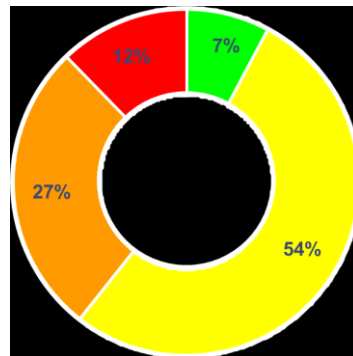
→ nur **2** der insgesamt **102** natürlichen OWK befinden sich in einem **guten** Zustand

	Sehr gut		Gut		Mäßig		Unbefriedigend		Schlecht	
	Anzahl	%	Anzahl	%	Anzahl	%	Anzahl	%	Anzahl	%
IFGE Rhein	0	0	2	2	72	72	19	19	7	7
IFGE Maas	0	0	0	0	2	100	0	0	0	0
Total	0	0	2	2	74	72	19	19	7	7

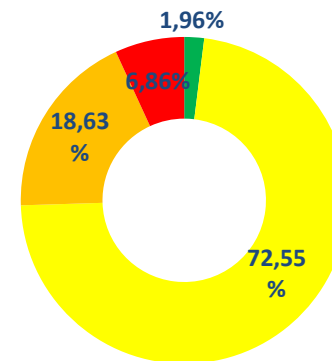


- Im Vergleich zum ersten BWP hat der ökologische Zustand sich zum Teil verbessert und zum Teil verschlechtert:

Anzahl natürliche OWK 2009: 91



Anzahl natürliche OWK 2015: 102



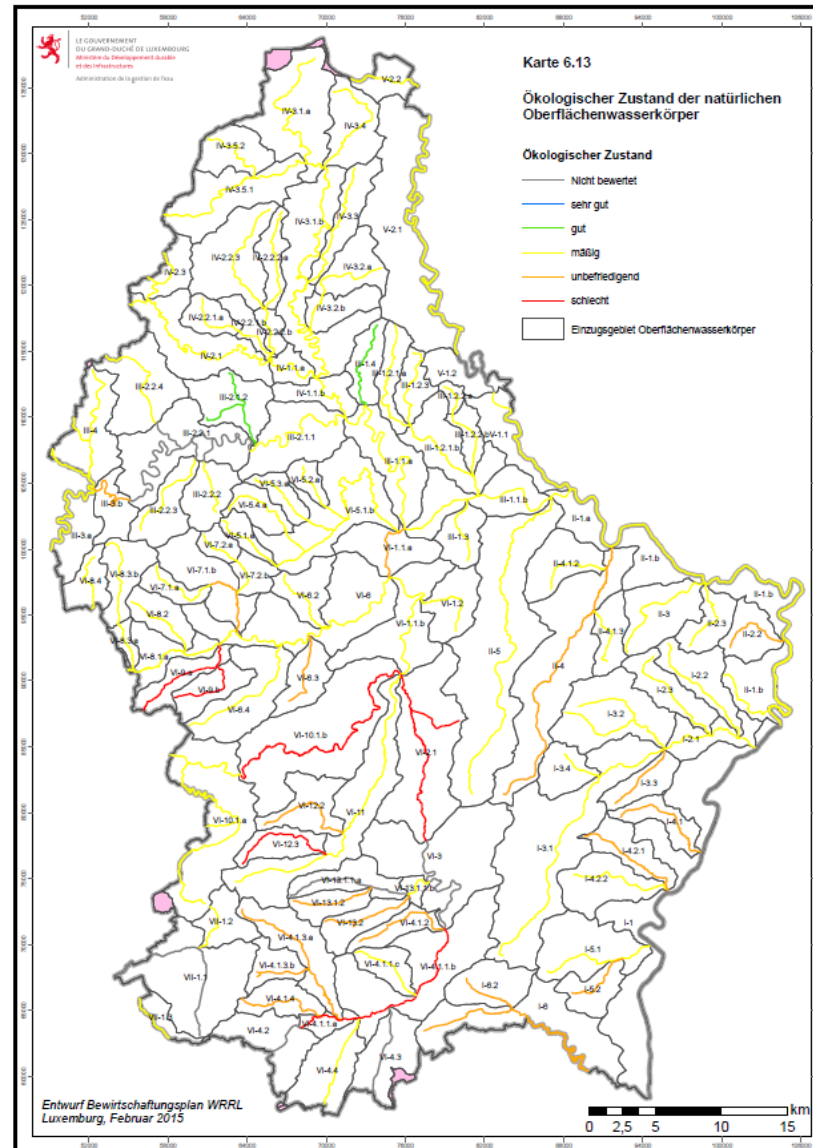
- Rückgang der OWK im unbefriedigenden und schlechten Zustand
- Rückgang der OWK im guten Zustand

Ergebnisse der Zustandsbewertung OWK



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau





- **Ursachen** für das Nichterreichen des guten ökologischen Zustandes bzw. Potenzials:
 - zu geringe Artenvielfalt
 - zu hohe Nährstoffkonzentrationen bedingt durch Abwassereinleitungen aus kommunalen Kläranlagen und Einleitungen aus der Landwirtschaft
 - häufig ist die biologische Durchgängigkeit gestört und / oder die Gewässerstruktur ist beeinträchtigt



➤ Resultat der Bewertung des **chemischen Zustandes**:

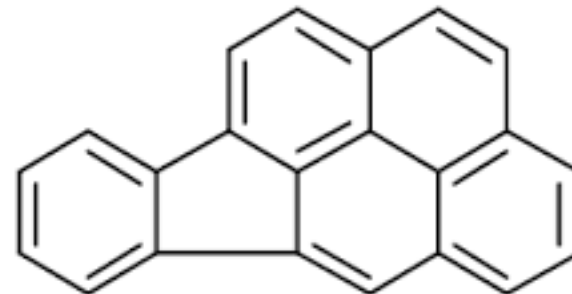
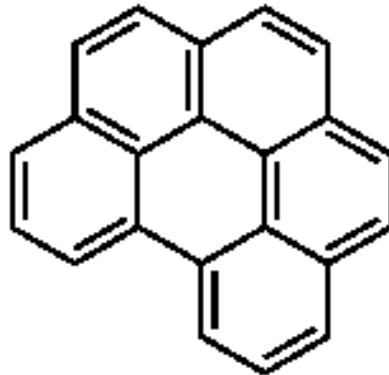
→ **alle** OWK (natürliche OWK und HMWB) befinden sich in einem **schlechten chemischen Zustand**

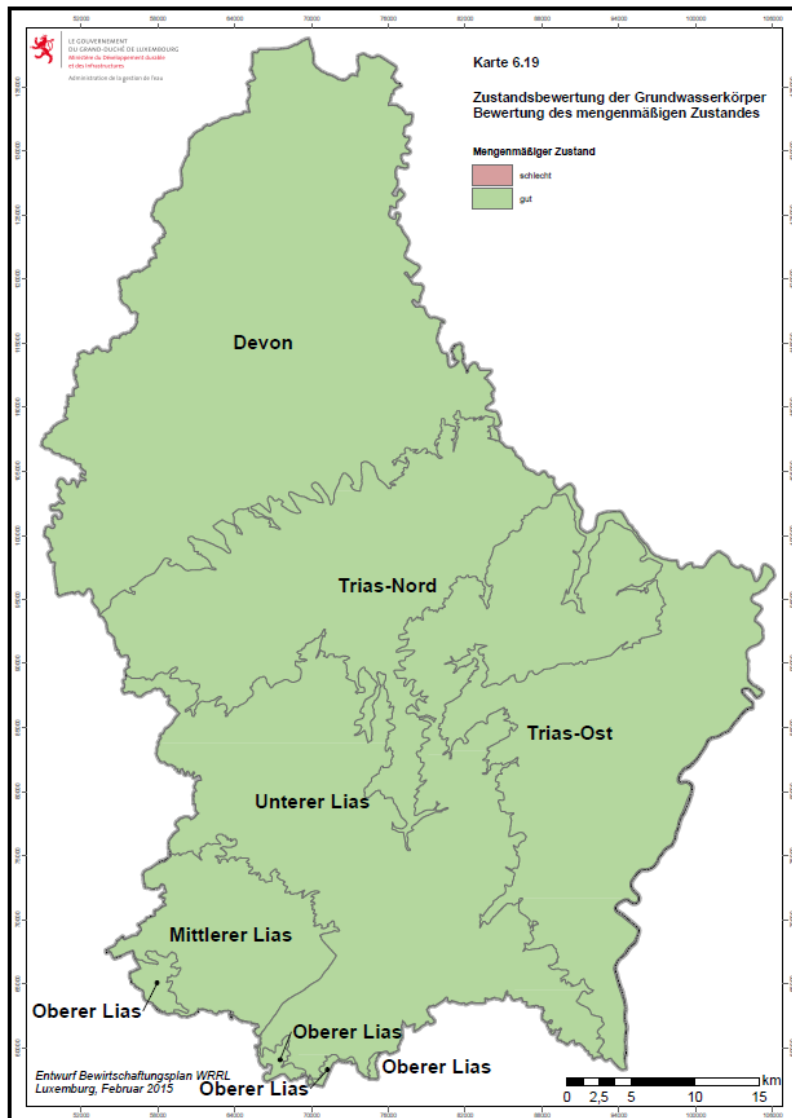
	Gut		Nicht gut	
	Anzahl (NWK + HMWB)	%	Anzahl (NWK + HMWB)	%
IFGE Rhein	0 + 0	0	100 + 7	100
IFGE Maas	0 + 0	0	2 + 1	100
Total	0	0	110	100



➤ **Ursachen** für das Nichterreichen des guten chemischen Zustandes:

→ landesweite Belastung durch polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (PAK), insbesondere Benzo(ghi)perylen und Indeno(1,2,3cd)pyren

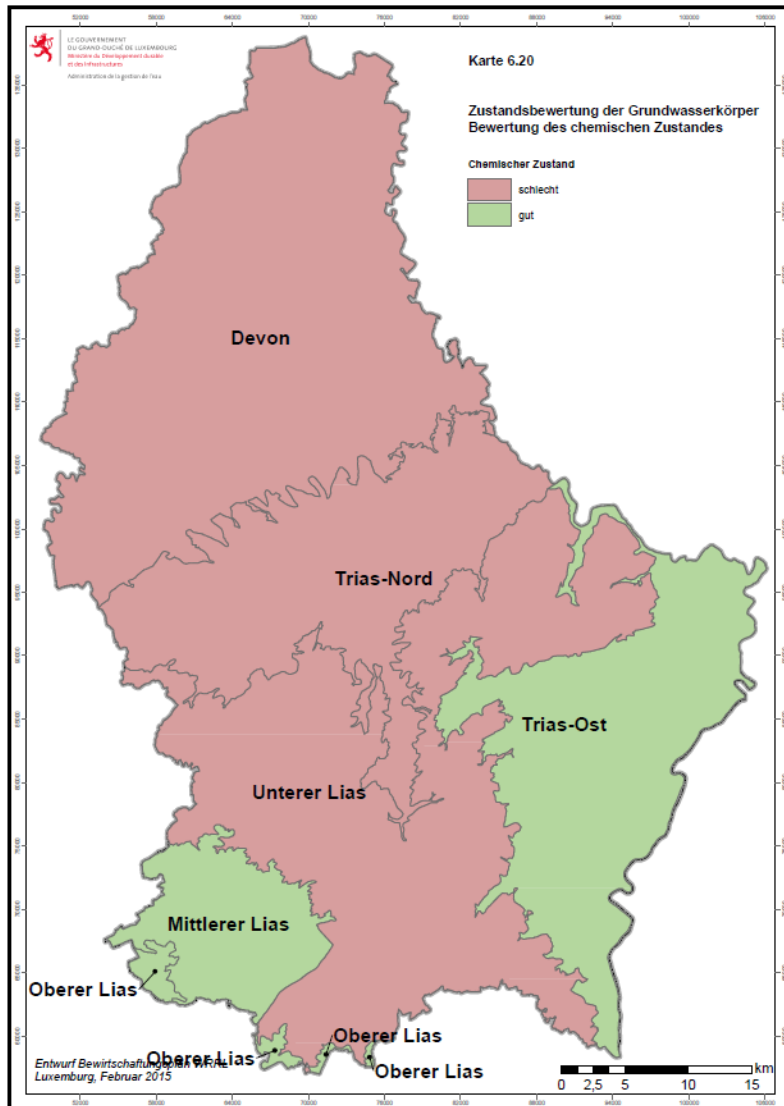




- **Resultat der Bewertung
des mengenmäßigen
Zustandes:**
- **alle GWK befinden
sich in einem guten
mengenmäßigen
Zustand**



- Resultat der Bewertung des **chemischen Zustandes**:
 - **drei** der insgesamt sechs **GWK** befinden sich in einem **guten chemischen Zustand**
- Im Vergleich zum ersten BWP hat der chemische Zustand sich in einem GWK verschlechtert:
 - der Unterschied ist bedingt durch die neue Methodik zur Bewertung der GWK



➤ Überschreitung der Grenzwerte für:

→ Pestizide Einzelsubstanz (Metolachlor-ESA, Metazachlor-ESA): GWK Devon, Trias-Nord, Unterer Lias

→ Nitrat: GWK Unterer Lias



➤ Inanspruchnahme von **Ausnahmen**:

- auf Basis der Zustandsbewertung, der geplanten Maßnahmen und der voraussichtlichen Entwicklungen wird der Zustand für 2015, 2021 und 2027 geschätzt
- ist der geschätzte Zustand für 2015 und 2021 nicht mindestens „gut“ muss eine Ausnahme in Anspruch genommen werden
- Fristverlängerung bis Ende 2021 bzw. 2027



6. Das Maßnahmenprogramm



- Das Maßnahmenprogramm ist das Herzstück des Bewirtschaftungsplans:
 - **operatives Instrument der Gewässerbewirtschaftung**
 - Umsetzung von konkreten Maßnahmen zur Erreichung bzw. Erhaltung des guten Zustandes





- Das Maßnahmenprogramm (MNP) beinhaltet:
 - **rechtliche Maßnahmen**, die sich aus dem Wassergesetz ergeben
 - ein **detailliertes Maßnahmenprogramm**, welches technische Maßnahmen auf Ebene der Wasserkörper beinhaltet
 - sogenannte **ergänzende Maßnahmen**



- Die **rechtlichen Maßnahmen** beinhalten unter anderem:
 - Maßnahmen zur Anwendung des Grundsatzes der Deckung der Kosten der Wassernutzung (Artikel 12-17 des Wassergesetzes)
 - Maßnahmen zur Begrenzung der Entnahme oder Aufstauung von Wasser
 - Maßnahmen zur Begrenzung der Einleitungen über Punktquellen



- Der **Maßnahmenkatalog (MNK)** beinhaltet:
 - die Maßnahmenarten, die die Basis für das **detaillierte Maßnahmenprogramm** auf Ebene der Wasserkörper bilden
 - die **ergänzenden Maßnahmen**, welche landesweit gelten
- Basierend auf dem Maßnahmenkatalog von 2009 wurde dieser für den 2. Bewirtschaftungszyklus überarbeitet und ergänzt



➤ Der Maßnahmenkatalog ist in **5 thematische Kategorien** eingeteilt:

→ Siedlungswasserwirtschaft

→ Hydromorphologie

→ Landwirtschaft

→ Grundwasser

→ ergänzende Maßnahmen



➤ Der Maßnahmenkatalog umfasst insgesamt **145 Maßnahmenarten**



- **Siedlungswasserwirtschaftliche Maßnahmen:**
 - Maßnahmen zur Behandlung des Abwassers und zur Reduzierung der Abwassereinträge in die Gewässer
 - z. B. Bau oder Erweiterung von Kläranlagen, Regenüberlaufbecken, Abwassersammler





➤ Hydromorphologische Maßnahmen:

- Maßnahmen zur Verbesserung der Hydrologie (Wassermenge) und der Struktur des Gewässerlaufes
- z. B. Entfernung von Querbauwerken, Bau von Fischaufstiegshilfen, Renaturierungen





- Festlegung von **52 prioritären Wehren** an denen die Durchgängigkeit wieder hergestellt werden soll
- Abstimmung mit den Maßnahmen des Hochwasserrisikomanagement-Plans
- aktive Beteiligung verschiedener Stellen bei der Auswahl der Maßnahmen auf Ebene der Wasserkörper



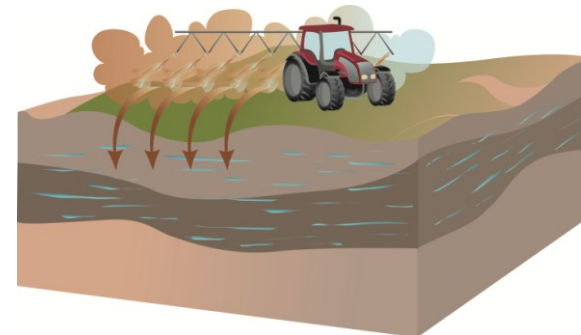
➤ Landwirtschaftliche Maßnahmen:

- Maßnahmen zur Reduzierung der diffusen Schadstoffeinträge aus der Landwirtschaft
- z. B. Pestizidbeschränkungen, allgemeine Düngebeschränkung, Bodenschutzmaßnahmen





- **Maßnahmen im Bereich Grundwasser:**
 - Maßnahmen zum Schutz der GWK vor diffusen und punktuellen Verschmutzung durch wassergefährdende Stoffe
 - z. B. Ausbringungsverbot von Metolachlor und eingeschränkte Nutzung von Metazachlor





➤ Ergänzende Maßnahmen:

- meist administrative und nicht technische Maßnahmen
- z. B. Anpassung von Gesetzen und Verordnungen, Sensibilisation





Anhang 19: Maßnahmenkatalog

Maßnahmenkatalog der siedlungswasserwirtschaftlichen Maßnahmen

Maßnahmennummer	Name der Maßnahmenart	Einheit	pysikalisch-chemische QE	Biologische QE	Hydrologische / Hydromorphologische QE	Chemie	Beschreibung der Maßnahme	Relevant für POM 2015?	Zuordnung Artikel 11			
SWW 1 Errichtung und Betrieb von Kläranlagen nach dem Stand der Technik												
SWW 1.1	<2000 EGW STEP Neubau	Stück	+ bis ++++	+	0	0 bis +	Errichtung und Inbetriebnahme von Anlagen zur Behandlung und Einleitung von kommunalen Abwässern und von Abwässern aus dem Industriesektor (Kläranlagen) gemäß EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG). Damit sollen Schmutzstoffe aus dem Abwasser entfernt und so aufbereitet werden, dass sie entsorgt bzw. einer andere Nutzung zugeführt werden können. Da die AGE detaillierte Informationen über den Neubau von Kläranlagen sowie die Errichtung der dazugehörigen Kanalnetze besitzt, wurden diese Informationen zu diesen Detailprojekten berücksichtigt. In Trinkwasserschutzgebieten ist die Errichtung von neuen Kläranlagen laut großherzoglichen Verordnung vom 9. Juli 2013 nicht erlaubt.	Ja	11(3)g			
	<2000 EH Construction de STEP	Pièce										
SWW 1.2	2000-10.000 EGW STEP Neubau	Stück	+++ bis ++++	+	0	0 bis +		Errichtung und Inbetriebnahme von Anlagen zur Behandlung und Einleitung von kommunalen Abwässern und von Abwässern aus dem Industriesektor (Kläranlagen) gemäß EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG). Damit sollen Schmutzstoffe aus dem Abwasser entfernt und so aufbereitet werden, dass sie entsorgt bzw. einer andere Nutzung zugeführt werden können. Da die AGE detaillierte Informationen über den Neubau von Kläranlagen sowie die Errichtung der dazugehörigen Kanalnetze besitzt, wurden diese Informationen zu diesen Detailprojekten berücksichtigt. In Trinkwasserschutzgebieten ist die Errichtung von neuen Kläranlagen laut großherzoglichen Verordnung vom 9. Juli 2013 nicht erlaubt.	Ja	11(3)a		
	2000-10.000 EH Construction de STEP	Pièce										
SWW 1.3	>10.000 EGW STEP Neubau	Stück	++++	++	0	0 bis +			Errichtung und Inbetriebnahme von Anlagen zur Behandlung und Einleitung von kommunalen Abwässern und von Abwässern aus dem Industriesektor (Kläranlagen) gemäß EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG). Damit sollen Schmutzstoffe aus dem Abwasser entfernt und so aufbereitet werden, dass sie entsorgt bzw. einer andere Nutzung zugeführt werden können. Da die AGE detaillierte Informationen über den Neubau von Kläranlagen sowie die Errichtung der dazugehörigen Kanalnetze besitzt, wurden diese Informationen zu diesen Detailprojekten berücksichtigt. In Trinkwasserschutzgebieten ist die Errichtung von neuen Kläranlagen laut großherzoglichen Verordnung vom 9. Juli 2013 nicht erlaubt.	Ja	11(3)a	
	>10.000 EH Construction de STEP	Pièce										
SWW 2 Ausbau/Anpassung von Kläranlagen an den Stand der Technik												
SWW 2.1	<2000 EGW STEP Ausbau	Stück	+++	+	0	0 bis +				Kläranlagen müssen bezüglich ihrer Reinigungswirkung den Stand der Technik erfüllen, d.h. bestimmte Einleitungsgrenzwerte z.B. gem. EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG) sowie andere nationale Gesetzgebungen müsses von den Anlagen eingehalten werden. Soweit diese Werte von einer Kläranlage nicht eingehalten werden können, ist die Anlage an den Stand der Technik anzupassen. Die Anpassung wird in der Regel insbesondere für die Stickstoff- und Phosphatgrenzwerte notwendig. In Trinkwasserschutzzonen ist der Ausbau von Kläranlagen nicht gestattet, es sei dann sie stellen eine substantielle Verbesserung der Situation dar und eine andere Lösung ist technisch und wirtschaftlich nicht vertretbar. In solchen Fällen werden die Einleitwerte (unter anderem Stickstoff und Phosphor und Mikrobiologie) angepasst, sowie eine Hygienisierungsstufe vorgesehen (Bodenfilter, UV).	Ja	11(3)g
	<2000 EH Agrandissement de STEP	Pièce										
SWW 2.2	2000-10.000 EGW STEP Ausbau	Stück	++++	+	0	0 bis +					Kläranlagen müssen bezüglich ihrer Reinigungswirkung den Stand der Technik erfüllen, d.h. bestimmte Einleitungsgrenzwerte z.B. gem. EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG) sowie andere nationale Gesetzgebungen müsses von den Anlagen eingehalten werden. Soweit diese Werte von einer Kläranlage nicht eingehalten werden können, ist die Anlage an den Stand der Technik anzupassen. Die Anpassung wird in der Regel insbesondere für die Stickstoff- und Phosphatgrenzwerte notwendig. In Trinkwasserschutzzonen ist der Ausbau von Kläranlagen nicht gestattet, es sei dann sie stellen eine substantielle Verbesserung der Situation dar und eine andere Lösung ist technisch und wirtschaftlich nicht vertretbar. In solchen Fällen werden die Einleitwerte (unter anderem Stickstoff und Phosphor und Mikrobiologie) angepasst, sowie eine Hygienisierungsstufe vorgesehen (Bodenfilter, UV).	Ja
	2000-10.000 EH Agrandissement de STEP	Pièce										
SWW 2.3	>10.000 EGW STEP Ausbau	Stück	++++	++	0	0 bis +	Kläranlagen müssen bezüglich ihrer Reinigungswirkung den Stand der Technik erfüllen, d.h. bestimmte Einleitungsgrenzwerte z.B. gem. EG-Richtlinie zur kommunalen Abwasserbehandlung (91/271/EWG) sowie andere nationale Gesetzgebungen müsses von den Anlagen eingehalten werden. Soweit diese Werte von einer Kläranlage nicht eingehalten werden können, ist die Anlage an den Stand der Technik anzupassen. Die Anpassung wird in der Regel insbesondere für die Stickstoff- und Phosphatgrenzwerte notwendig. In Trinkwasserschutzzonen ist der Ausbau von Kläranlagen nicht gestattet, es sei dann sie stellen eine substantielle Verbesserung der Situation dar und eine andere Lösung ist technisch und wirtschaftlich nicht vertretbar. In solchen Fällen werden die Einleitwerte (unter anderem Stickstoff und Phosphor und Mikrobiologie) angepasst, sowie eine Hygienisierungsstufe vorgesehen (Bodenfilter, UV).					Ja
	>10.000 EH Agrandissement de STEP	Pièce										
SWW 3 Flughafen: Enteisierung mit Harnstoff												
SWW 3.1	Substitution des Harnstoffs als Enteisierungsmittel auf dem Flughafen oder Kreislauführung	Stück	++	0	0	0		Der Einsatz von Harnstoff als Enteisierungsmittel auf Flughäfen war früher weit verbreitet, wurde aber aufgrund der hohen Stickstoffbelastung der Abwässer mittlerweile erheblich reduziert. Harnstoff führt zu einer sehr hohen Nährstofffracht in dem Abwasser der Flughäfen und somit zu erheblichen Belastungen im Grund- und Oberflächenwasser, bzw. zu einer Überlastung der kommunalen Kläranlage. Die Maßnahmen zielen auf eine Reduktion bzw. Substitution des Einsatzes von Harnstoff als Enteisierungsmittel, bzw. auf eine Verbesserung durch den Bau von Rückhaltebecken sowie den Anschluss an eine Großkläranlage ab.	Ja			11(3)g
	Substitution de l'urée comme produit de dégivrage à l'aéroport, ou recyclage	Pièce										
SWW 3.2	Anschluss an Kläranlage (mit Bau Rückhaltebecken/ Kanalisation) am Flughafen	Stück	++++	0	++	0			Der Einsatz von Harnstoff als Enteisierungsmittel auf Flughäfen war früher weit verbreitet, wurde aber aufgrund der hohen Stickstoffbelastung der Abwässer mittlerweile erheblich reduziert. Harnstoff führt zu einer sehr hohen Nährstofffracht in dem Abwasser der Flughäfen und somit zu erheblichen Belastungen im Grund- und Oberflächenwasser, bzw. zu einer Überlastung der kommunalen Kläranlage. Die Maßnahmen zielen auf eine Reduktion bzw. Substitution des Einsatzes von Harnstoff als Enteisierungsmittel, bzw. auf eine Verbesserung durch den Bau von Rückhaltebecken sowie den Anschluss an eine Großkläranlage ab.			Ja
	Raccordement STEP aéroport (y compris construction bassin de rétention / réseau d'égout)	Pièce										



- **Im detaillierten Maßnahmenprogramm:**
 - sind für jeden Wasserkörper die Maßnahmen vorgesehen, die dazu beitragen die vorliegenden Belastungen und Defizite zu verringern
 - sind Maßnahmen zur Erreichung bzw. dem Erhalt des guten Zustandes aufgelistet
- Viele Maßnahmen sind förderfähig (*Fonds pour la gestion de l'eau*)

Das Maßnahmenprogramm



OWK: VI-4.1.1.b Alzette	
Stammdaten	
Gemeindeliste	Bettembourg; Contern; Dudelange; Hesperange; Leudelage; Luxembourg; Mondercange; Reckange-sur-Mess; Roeser; Sandweiler; Weiler-la-Tour

Maßnahmen Hydrologie (HYD)									
Maßnahmen aus Katalog			Beschreibung der Maßnahme						
Maßnahmen ID	Maßnahmen Code	Beschreibung	Bezeichnung der Maßnahme	Dimension / Größe	Einheit	HWRM RL	Planungs-zustand	Umsetzung bis (Jahr)	Gemeinden
1611	HW 311 / HY II.4	Förderung der Gewässerretention und Gewässerentwicklung (Abflachen unbefestigter vertikaler Böschungen)	Renaturierung Alzette vor Park Hesperange	0,6 km		X	Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
1613	HW 311 / HY II.8	Förderung der Gewässerretention und Gewässerentwicklung durch Weitung des Bettes	Renaturierung Alzette	1700,0 m		X	Engagé genehmigt / bewilligt / in Umsetzung	2021	Roeser
1614	HW 311 / HY II.8	Förderung der Gewässerretention und Gewässerentwicklung durch Weitung des Bettes	Renaturierung Alzette Streissel Bettembourg (Ph 1)	2500,0 m		X	Engagé genehmigt / bewilligt / in Umsetzung	2021	Bettembourg
1615	HY I.2	Fischaufstiegshilfe	Fischaufstiegshilfe Mühle "Flies" Huncherange	1,0 Stück			Proposition Vorschlag	2021	Bettembourg
1612	HY I.2	Fischaufstiegshilfe	Fischaufstiegshilfe Alzette ZI Fentange	1,0 Stück			Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
2997	HY II.10	Leichte Maßnahmen	Leichte Massnahmen Alzette Roeserbann				Proposition Vorschlag	2021	Roeser

Maßnahmen Gewässerschutz (SWW)									
Maßnahmen aus Katalog			Beschreibung der Maßnahme						
Maßnahmen ID	Maßnahmen Code	Beschreibung	Bezeichnung der Maßnahme	Dimension / Größe	Einheit	HWRM RL	Planungs-zustand	Umsetzung bis (Jahr)	Gemeinden
1651	SWW 4.2	RÜB 100-500 m3	Bassin d'orage Cimetiére Hesperange	150,0 m ²			Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
1647	SWW 4.2	RÜB 100-500 m3	Bassin d'orage "rue de Gasperich" Hesperange	380,0 m ²			Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
1641	SWW 4.2	RÜB 100-500 m3	Bassin d'orage Camping Alzingen	380,0 m ²			Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
1642	SWW 4.3	RÜB 500-1000 m3	Bassin d'orage Doulemerbaach Fentange	627,0 m ²			En Traitment angelegt / in Bearbeitung	2021	Hesperange
1648	SWW 4.3	RÜB 500-1000 m3	Bassin d'orage Itzigerbaach Itzig	570,0 m ²			Proposition Vorschlag	2021	Hesperange
1639	SWW 4.4	RÜB >1000 m3	Canal de rétention - BO I - Bettembourg	2450,0 m ²			Engagé prev. im Haushalt reserviert	2021	Bettembourg
2703	SWW 5.4	Regenüberlauf (RU)	Déversoir d'orage RÜ 2.01 Bivange	1,0 Stück			Engagé prev. im Haushalt reserviert	2021	Roeser



8. Öffentlichkeitsbeteiligung



- Anhörung zum Entwurf des zweiten BWP und zum Entwurf des zweiten Maßnahmenprogramms findet auf **3 Ebenen** statt:
 - schriftliche Stellungnahme
 - Informations- und Plenarveranstaltungen zur Vorstellung der Dokumente
 - thematische Arbeitsgruppen





- **Gründung von 2 thematischen Arbeitsgruppen:**
 - AG 1: Diffuse Belastungen und Gewässerstruktur
 - AG 2: Belastungen aus der Siedlungswasserwirtschaft und Siedlungsdruck
- **Ziele der Arbeiten der Arbeitsgruppen:**
 - Zusammenarbeit und Dialog
 - Überprüfung („Audit“) und ggf. Ergänzung des Maßnahmenkatalogs



- Teilnehmer der Arbeitsgruppen:
 - u. a. Vertreter vom Staat, von kommunalen Verbänden, aus Umweltorganisationen, aus dem Bereich der Land- und Wasserwirtschaft
 - jeder Bürger, der einen Verbund vertritt
- Die Anzahl der Teilnehmer einer gleichen Interessengruppe wird pro AG begrenzt sein



- Interessenbekundung zur Teilnahme an den zwei Arbeitsgruppen können bis zum **24. April 2015** per E-Mail an info@efor-ersa.lu geschickt werden
- Sitzungen der Arbeitsgruppen:
 - je nach Fortschritt der Arbeiten sind **1 bis 2 Sitzungen pro AG** geplant
 - die Sitzungen der AG sollen **zwischen Mai und Juli** stattfinden



➤ Zeitplan zur Einreichung von **schriftlichen Stellungnahmen**:

22. Februar 2015

• Veröffentlichung des Entwurfs des zweiten Bewirtschaftungsplans und des zweiten Maßnahmenprogramms für die luxemburgischen Anteile an den internationalen Flussgebietseinheiten Rhein und Maas

22. August 2015

• Anhörung der Öffentlichkeit zum Entwurf des zweiten Bewirtschaftungsplans und zum Entwurf des zweiten Maßnahmenprogramms

22. September 2015

• Anhörung der Gemeinden zum Entwurf des zweiten Bewirtschaftungsplans und zum Entwurf des zweiten Maßnahmenprogramms

22. Dezember 2015

• Veröffentlichung des zweiten Bewirtschaftungsplans und des zweiten Maßnahmenprogramms für die luxemburgischen Anteile an den internationalen Flussgebietseinheiten Rhein und Maas



Merci fir d'Nolauschteren



www.waasser.lu

www.inondations.lu

<http://eau.geoportail.lu>